



Communiqué de presse – 11 février 2015

Le Conseil d'Etat choisit le camp de l'austérité rigide et aveugle

Le Parti socialiste du Valais romand (PSVR) a pris connaissance du rapport Bakbasel et des premiers pas dans le second volet de l'examen des tâches et structures. Le Conseil d'Etat a ainsi clairement choisi d'orienter sa politique dans le sens d'une austérité rigide, bornée et aveugle, restant sourd aux conséquences désastreuses pour la population de notre canton de la politique budgétaire menée au cours des dernières années.

Le PSVR constate avec regret que le mandat donné à Bakbasel était politiquement orienté, dès le départ. En effet, seules des mesures d'économies sont envisagées, sans recherche de recettes supplémentaires. De plus, l'analyse fournie est basée uniquement sur une comparaison comptable des coûts des prestations, sans aucune analyse des tâches et structures sur le terrain, et sans tenir compte des spécificités valaisannes.

De plus, le Conseil d'Etat ne se contente pas de rechercher à combler le déficit structurel, causé essentiellement par une surévaluation des recettes fiscales et une sous-évaluation des incidences des nombreux cadeaux fiscaux votés ces dernières années. L'objectif de 120 millions est ainsi disproportionné par rapport au déficit structurel de 77 millions annoncé par Bakbasel. Il s'agit là d'un zèle incompréhensible qui remet inutilement en question des prestations en faveur de la population.

Alors que les baisses fiscales accordées engendrent des pertes de 200 millions de francs par an, le Conseil d'Etat préfère se voiler la face plutôt que de reconnaître l'échec de sa politique budgétaire. Les habitant-e-s du canton à faibles et moyens revenus continueront donc à payer les pots cassés.

Le PSVR exige, avant toute décision prématurée, une véritable analyse complète et objective des tâches et des structures, basée sur les besoins de la population, sur la réalité du terrain et des spécificités du Valais.

Adresses de contact :

- Gaël Bourgeois, président du PSVR et député, 078 685 48 48
- Jean-Henri Dumont, porte-parole du Groupe AdG/LA, 079 445 10 79
- Emmanuel Amoos, député membre de la COFI, 078 607 72 32